

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/Q3/BLZ/8

21 juin 2002

(02-3457)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Demandes au titre de l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions
et les mesures compensatoires

Réponses aux questions complémentaires des ÉTATS-UNIS¹ et réponses additionnelles
aux questions posées précédemment par le CANADA², les COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES³, le JAPON⁴ et les ÉTATS-UNIS⁵ concernant
la notification du BELIZE⁶

La Mission permanente du Belize a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 14 juin 2002.

QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES DES ÉTATS-UNIS

Le Belize a notifié les programmes en vigueur ci-après:

Loi sur les incitations fiscales

Loi sur les zones franches de transformation pour l'exportation

Loi sur les zones franches commerciales

Mécanisme d'exonération conditionnelle des droits au titre du Traité de Chaguaramas

¹ G/SCM/Q3/BLZ/7.

² G/SCM/Q3/BLZ/4.

³ G/SCM/Q3/BLZ/2.

⁴ G/SCM/Q3/BLZ/3.

⁵ G/SCM/Q3/BLZ/5.

⁶ G/SCM/N/74/BLZ + Suppl.1 et G/SCM/N/71/BLZ + Suppl.1.

Question n° 1

Veillez fournir les textes d'application de chacun des programmes pour lesquels le Belize demande une prorogation au titre de l'article 27.4 de l'Accord SMC.

Réponse

Le Ministère chargé du commerce extérieur est encore en train de compiler ces documents, qu'il doit convertir au format électronique. Cela devrait être une question de quelques jours de plus.

Nous communiquerons sous peu le **Règlement d'application** de la Loi sur les zones franches de transformation pour l'exportation.

Loi sur les incitations fiscales

Questions posées au sujet des prescriptions relatives à la valeur ajoutée locale:

Question n° 1

Conformément à l'article 7 3) de la Loi, l'exonération de droits d'importation est liée à l'utilisation de produits nationaux. Le Belize pourrait-il donner d'autres précisions sur cette disposition?

Réponse

L'article 7 3) dispose ce qui suit:

"Sauf dans le cas d'une entreprise exportant ses produits à des pays non membres de la CARICOM, une exonération de droits peut être accordée pour les matières premières ou les articles qui sont disponibles au Belize ou dans n'importe quel État membre, à la condition qu'ils soient d'une qualité et d'un prix comparables."

Il convient d'interpréter la Loi sur les incitations fiscales, et notamment son article 7 3), à la lumière de l'appartenance du Belize au Marché commun des Caraïbes (CARICOM). Veuillez noter que l'article 2 (Interprétation) parle d'"États membres", de "national" et de "règles d'origine", tout cela dans le cadre de l'intégration économique régionale des Caraïbes du Traité révisé portant création de la Communauté des Caraïbes. Il convient par conséquent d'interpréter l'article 7 3) dans le cadre du fonctionnement du Tarif extérieur commun (TEC) et des Règles d'origine communautaires (articles 83 et 84 du Traité révisé, respectivement), instrument fondamental de la politique commerciale de la CARICOM (chapitre cinq).

Tout d'abord, l'article 80 du Traité révisé fait obligation aux États membres de coordonner leurs politiques commerciales avec des États tiers ou des groupements d'États. Une partie de cette coordination est directement liée au fonctionnement du **TEC** et aux **Règles d'origine** dont il est assorti, et précisément au commerce des produits inscrits sur la **Liste d'éléments non admissibles à une exonération conditionnelle de droits.**

En ce qui concerne le TEC, l'article 83 dispose ce qui suit:

"Fonctionnement du Tarif extérieur commun

1. *Toute modification ou suspension du TEC est décidée par le COTED.*

2. Dans les cas où:

- a) un produit n'est **pas** produit dans la Communauté;
- b) la **quantité** du produit **qui est produit** dans la Communauté ne satisfait pas la demande qui existe au sein de celle-ci; ou
- c) la **qualité** du produit **qui est produit** dans la Communauté est inférieure à la norme adoptée par celle-ci ou à une norme dont l'usage est autorisé par le COTED.

Le COTED peut décider d'autoriser la réduction ou la suspension du Tarif extérieur commun en ce qui concerne l'importation de ce produit aux conditions qu'il jugera bon de décider, sous réserve qu'il ne soit en aucun cas accordé au produit importé d'États tiers un traitement plus favorable que celui qui est accordé à des produits similaires produits dans des États membres."

Deuxièmement, il convient de considérer également l'article 7 3) à la lumière de la politique d'encouragement de l'utilisation de matières premières d'origine nationale suivie par la Communauté. C'est là un fondement essentiel du marché commun. Les Règles d'origine ont été conçues en accord avec cette politique, et par voie de conséquence de nombreuses marchandises ne peuvent y satisfaire qu'en respectant les critères libellés "**intégralement produit**" ou "**produit à partir de matières d'origine régionale.**"

Ainsi la disposition énoncée à l'article 7 3) de la loi est-elle conforme aux prescriptions du Traité énoncées à l'article 83, et à la politique commerciale globale de la Communauté, notamment en ce qui concerne la promotion de l'utilisation des matières premières d'origine régionale.

Dans la situation particulière qui est celle du Belize, que ce soit individuellement ou en tant que membre de la CARICOM, la question des produits nationaux au sens de "prescription relative à la teneur en produits nationaux" ne s'est pas posée récemment. Les premières années suivant la conquête de son indépendance politique, le Belize, à l'instar de la plupart des petits pays en développement, a adhéré au modèle de croissance fondé sur la protection des industries naissantes qui ne pouvait toutefois s'appliquer, d'un point de vue pratique, qu'à l'agroalimentaire et à la fabrication de produits en bois. Dans le premier cas, aucun problème ne s'est posé jusqu'ici du point de vue de la loi, dont il bénéficie. Pour ce qui est des produits en bois, la politique consistait à promouvoir l'utilisation de bois national dans la fabrication des produits destinés à l'exportation. Cela reposait toutefois sur l'hypothèse selon laquelle le Belize disposait d'importantes réserves de bois, hypothèse démentie par une évaluation ultérieure des ressources forestières nationales. Partant, le secteur des meubles en bois est resté largement orienté vers le marché national, avec des exportations très limitées. Hormis ces deux cas, la question de l'utilisation de produits nationaux ne se pose guère dans la pratique.

Question n° 2

Conformément à cette disposition, est-ce que les entreprises ne sont pas admises à bénéficier d'une exonération de droits sur les produits importés quand des produits d'une qualité et d'un prix comparables sont disponibles dans le pays?

Réponse

Conformément à cette disposition, aucune exonération de droits ne peut être accordée à une entreprise exportant ses produits à un pays non membre de la CARICOM dès lors que les matériaux nécessaires sont disponibles au Belize ou dans n'importe quel État membre et qu'ils satisfont aux critères de comparabilité de qualité et de prix. Une exonération de droits peut être accordée si ces produits ne sont disponibles ni au Belize ni dans le reste de la CARICOM, ou s'ils le sont mais ne

satisfont pas aux critères de qualité et de prix. Du fait de la structure industrielle actuelle du Belize, c'est ce dernier cas qui est la règle, ce qui rend l'octroi d'exonérations très probable.

Question n° 3

La durée des avantages au titre de ce programme est-elle subordonnée aux prescriptions concernant la valeur ajoutée locale?

Réponse

Non. L'objectif fondamental consiste à attirer des investissements débouchant sur la création d'emplois et de revenus, sans référence précise à l'exportation. Ces avantages sont offerts aussi bien aux fabricants de produits manufacturés qu'aux fournisseurs de services. Dans les rares cas où des exportations ont lieu, cela se révèle bénéfique pour le Belize et, par conséquent, acceptable. Dans ces cas-là, ce sont invariablement des matières premières d'origine nationale, dont l'utilisation doit également présenter un caractère durable, qui sont utilisées, car l'entreprise avait été fondée en envisageant d'y avoir recours.

Question n° 4

Veillez fournir les textes d'application et les modifications pertinentes dans le cadre de ce programme.

Réponse

Ils sont en cours de compilation au format électronique.

Loi sur les zones franches commerciales

Question n° 5

Veillez indiquer de façon détaillée la mesure dans laquelle un "abaissement des taux d'imposition du revenu" est prévu au titre de ce programme.

Réponse

Au titre de la Loi relative à l'impôt sur le revenu et sur les bénéfices, les entreprises doivent acquitter un impôt de **vingt-cinq pour cent** (25%) sur leur revenu imposable. La Loi sur les zones franches commerciales prévoit cependant la possibilité de déterminer des taux **inférieurs** (2 pour cent, 4 pour cent, 6 pour cent et 8 pour cent), comme le dispose l'article 16, qui prévoit également des **crédits d'impôt** en fonction du nombre de travailleurs employés par le promoteur de la zone franche commerciale ou par l'entreprise qui y est implantée. La mesure dans laquelle ces taux moindres sont appliqués n'a pas encore été compilée en détail, mais notre service de l'impôt sur le revenu devrait avoir ces renseignements dans un délai raisonnable.

RÉPONSES AUX QUESTIONS PRÉALABLEMENT POSÉES PAR LE CANADA, LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, LE JAPON ET LES ÉTATS-UNIS

1. Quels sont les droits sacrifiés au titre du Programme de zones franches commerciales? (Question n° 2 du Canada⁷)

Réponse

Les droits sacrifiés en 2001-2002 (avril à mars) sont d'environ 18,0 millions de dollars du Belize. D'après des estimations grossières, ce chiffre aurait augmenté de quelque 10 pour cent par an par rapport au niveau de 1999 au cours des deux années précédentes.

Il convient de souligner que les marchandises destinées aux zones franches commerciales sont en fait des marchandises en transit qui ne sont pas destinées à la vente sur le marché national, mais sont vendues à des consommateurs dans le sud du Mexique. En l'absence de ce marché, les zones franches commerciales n'auraient pas d'activité. Il n'y aurait en leur lieu et place qu'un commerce de transbordement. Le statut juridique de la Loi sur les zones franches commerciales ne soulève pas la question de l'exonération de droits.

Les avantages que présentent les zones franches commerciales se font sentir au niveau des emplois qu'elles génèrent (environ 1 200 emplois à l'heure actuelle). Les pouvoirs publics ont également jugé qu'il était justifié d'appliquer une "taxe sociale" de 1,5 pour cent sur la valeur c.a.f. de toutes les marchandises qui y pénètrent (à l'exception de l'essence et du diesel, frappés d'une taxe de 10 pour cent). Cette mesure a généré quelque 6,2 millions de dollars du Belize en 2001-2002.

2. Quels sont les droits sacrifiés au titre du Programme de zones franches de transformation pour l'exportation? (Question n° 2 du Canada⁷)

Réponse

Les droits d'importation sacrifiés au cours de l'exercice budgétaire 2001-2002 ont été de quelque 12,0 millions de dollars du Belize. Les chiffres des deux années précédentes étaient légèrement inférieurs. La plupart des nouvelles entreprises qui ont récemment rejoint le Programme de zones franches de transformation pour l'exportation sont des fournisseurs de services dont les activités ne sont pas réputées relever de l'Accord SMC.

⁷ G/SCM/Q3/BLZ/4.

- 3. Quels sont les droits moyens exigibles mais dont les importations sont exonérées au titre de ces programmes?**
(Question n° 3 des Communautés européennes⁸, question n° 1 du Japon⁹, question n° 2 des États-Unis¹⁰)

Réponse

Les droits d'importation sont compris entre 5 pour cent et 20 pour cent. L'impôt type sur le chiffre d'affaires est de 8 pour cent.

⁸ G/SCM/Q3/BLZ/2.

⁹ G/SCM/Q3/BLZ/3.

¹⁰ G/SCM/Q3/BLZ/5.